

Ian Kershaw, *Choix Fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, Paris, Seuil, 2009, 812 p.

François Kersaudy

Voilà un de ces ouvrages qui posent tant de bonnes questions et y apportent tant d'excellentes réponses que l'on se demande d'emblée pourquoi il n'a pas été écrit plus tôt. Le professeur Kershaw, connu notamment pour sa magistrale biographie d'Hitler, entreprend ici d'examiner les dix choix décisifs effectués par les belligérants au cours des dix-neuf premiers mois de la guerre ; il ne se contente pas d'en évaluer le bien fondé, mais tente aussi d'indiquer les solutions de rechange qui s'offraient aux décideurs. Une entreprise fascinante qui le conduit à analyser, entre autres, les conditions dans lesquelles la Grande-Bretagne a décidé de poursuivre le combat en mai 1940, la décision d'Hitler d'attaquer l'URSS, les conditions qui ont déterminé la politique d'agression japonaise, les motivations de Mussolini lorsqu'il est entré dans la guerre en juin 1940, l'engagement progressif de Roosevelt dans une belligérance de fait entre 1940 et 1941, l'étrange passivité de Staline face à l'imminence d'une attaque allemande au printemps de 1941, ainsi que l'incompréhensible décision d'Hitler de déclarer la guerre aux États-Unis, alors que rien ne l'y obligeait.

S'appuyant sur une documentation exceptionnellement riche, Kershaw raconte l'histoire en se replaçant résolument dans l'atmosphère de l'époque, pour passer en revue les contraintes du moment, les cadres dans lesquels évoluaient les décideurs, leur formation, leurs préjugés, les options qui leur étaient ouvertes, les informations dont ils disposaient et l'influence de leurs conseillers respectifs. On comprend que l'alternative pour la Grande-Bretagne au printemps de 1940 était de poursuivre une lutte à mort, comme le préconisait Churchill, ou bien de parvenir à une sorte de *modus vivendi* avec Hitler, comme le souhaitait lord Halifax ; la partie s'est jouée en trois jours de mai au sein d'un cabinet de guerre restreint à cinq personnes, sous la menace permanente du désastre militaire en France, et Churchill l'a emporté parce que ses arguments ont paru plus logiques aux quatre autres membres du groupe – Chamberlain compris. De même, lorsque Hitler décide d'attaquer l'URSS, on peut suivre ses raisonnements, même s'ils sont extraordinairement tortueux : en abattant l'URSS, on mettra fin à la menace bolchevique, on acculera l'Angleterre à la capitulation et on préviendra toute intervention américaine en Europe ; l'entreprise lui paraît aisée, du fait de la supériorité de ses armements et de la faiblesse présumée de l'armée soviétique, consécutive aux grandes purges de la fin des années trente. Lorsqu'au printemps de 1941 Staline décide de négliger la centaine d'informations indiquant clairement que les Allemands vont attaquer l'URSS à très brève échéance, c'est le résultat d'un calcul où entrent, à la fois, la ruse, la paranoïa, l'autosuggestion... et une certaine logique : l'intérêt de l'Union soviétique est de voir les Alliés et les nazis s'entre-détruirent, ses armées ne seront pas prêtes avant 1942, les occidentaux qui le mettent en garde veulent l'entraîner prématurément dans un conflit avec Hitler et ce dernier ne serait pas assez fou pour risquer à nouveau une guerre sur deux fronts,

alors que la Grande-Bretagne est encore loin d'être vaincue. À cela s'ajoute, comme dans le cas précédent, que ses subordonnés directs le renforcent dans ses convictions en ne lui rapportant que ce qui est conforme à ses préjugés ou en édulcorant les faits pour les rendre plus acceptables. On comprend aussi que les dirigeants japonais n'avaient pas vraiment d'autre solution que d'entrer en guerre contre les États-Unis, du fait de l'influence considérable des militaires sur le Gouvernement, de l'énorme perte de prestige qu'aurait impliquée une renonciation aux conquêtes effectuées en Chine et de l'absolue nécessité de s'emparer des richesses pétrolières de l'Asie du Sud-Est afin d'assurer l'indépendance du Japon vis-à-vis des fournisseurs américains. Si Hitler, lui aussi, déclare la guerre aux États-Unis en décembre 1941, alors que son pacte avec le Japon ne l'y obligeait nullement, c'est tout simplement parce qu'il y voit une solution commode à son problème immédiat : l'aide matérielle massive apportée par l'Amérique neutre à la Grande-Bretagne et à l'URSS ; en déclarant les hostilités, il pourra enfin mener une guerre sous-marine à outrance contre la marine des États-Unis, tandis que l'essentiel des forces armées américaines sera mobilisé par la guerre contre le Japon – dont le Führer s'exagère beaucoup la puissance. Dès lors, il est persuadé que sa politique est la bonne, et son entourage, qui l'est beaucoup moins, n'ose pas le contredire – d'autant qu'il n'est pas même consulté...

Dans la plupart des cas, Ian Kershaw montre que d'autres options étaient envisageables, mais qu'elles n'auraient pas affecté fondamentalement le déroulement de la guerre, eu égard à la personnalité d'hommes comme Hitler, Staline, Churchill, Mussolini ou Roosevelt, aux contraintes particulières qui s'imposaient à leurs pays respectifs, ainsi qu'au système politique dictatorial ou démocratique dans lequel ils évoluaient. La démonstration est le plus souvent irréfutable, même si certaines affirmations ne le sont pas : ainsi, il est loin d'être établi que les Américains lisaient à livre ouvert dans les communications japonaises avant Pearl Harbor ; en réalité, ils n'avaient décrypté à l'époque qu'une fraction du chiffre nippon, très insuffisante pour comprendre ce qui se préparait en décembre 1941. Dans la version française de l'ouvrage, on trouve à l'occasion quelques bizarreries comme « le front Est » au lieu du front de l'Est, tandis que « *I would have been flung out of office* » (« J'aurais été chassé du pouvoir ») devient ici : « Je me serais fait jeter du bureau ». Mais ces exceptions rarissimes confirment la règle qui est que la traduction est si parfaite qu'elle vaut pratiquement la version originale.